

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18063 - 70ÈME ANNÉE

Pour faire face aux graves problèmes de La Réunion Paul Vergès pour un rassemblement d'urgence des Réunionnais sur un projet partagé de solutions

Ce dimanche 1er février à 19 heures, Paul Vergès a été invité au journal télévisé d'Antenne Réunion pour donner son point de vue sur plusieurs sujets de l'actualité réunionnaise, comme les prix des carburants, les effets du changement climatique, les problèmes de l'emploi, les prochaines élections... Sur toutes ces questions, il a mis l'accent sur les carences de nombreux élus au pouvoir et sur la nécessité d'organiser au plus vite des actions dans l'union la plus large possible des Réunionnais sur les voies et les moyens pour relever les défis actuels et à venir.



Bernard Siriex, président de la FRBTP, et Paul Vergès. La proposition de rassemblement du sénateur est devenue celle des professionnels du Bâtiment.

Concernant les prix des carburants, le sénateur communiste a souligné que l'essentiel à retenir est à la fois la domination de ce système par des monopoles soutenus par le pouvoir en place ainsi que la priorité accordée par celui-ci aux carburants fossiles. Voilà pourquoi, dit-il, la solution prioritaire est la réalisation du tram-train électrique de Saint-Benoît à Saint-Pierre, afin d'as-

surer au mieux les déplacements d'un maximum de Réunionnais. Outre ce «projet vital» à réaliser pour La Réunion, Paul Vergès a annoncé qu'il va rencontrer prochainement la ministre Ségolène Royal en tant que président de l'Observatoire National des Effets du Réchauffement Climatique (ONERC). À cette occasion, il fera connaître au gouvernement les propositions de

l'ONERC à défendre lors de cet «événement mondial capital» qui se tiendra à Paris à ce sujet en décembre prochain.

«Nos soucis quotidiens»

Concernant le problème du chômage à La Réunion, Paul Vergès a mis l'accent sur l'échec de la politique menée à ce sujet, en appelant les élus responsables de cet échec à prendre conscience de sa gravité. Et là comme dans les autres domaines, il a plaidé en faveur d'«un grand rassemblement réunionnais» pour faire entendre à Paris la plateforme de nos professionnels, ainsi qu'il l'avait suggéré vendredi dernier lors de la réunion du BTP au Centre consulaire de formation.

«Ces graves problèmes auxquels sont confrontés de plus en plus de Réunionnais doivent être nos soucis quotidiens», affirme l'élu et responsable communiste. C'est pourquoi, lors des prochaines élections cantonales et régionales, «nous défendrons un projet de solutions à partager avec un maximum d'autres organisations», a conclu en substance Paul Vergès.

Correspondant

LA CGPER demande une Convention canne allant au moins jusqu'en 2020

2015 : année décisive pour l'agriculture

La CGPER a tenu hier une conférence de presse devant près de 200 agriculteurs. Pour le syndicat, 2015 sera l'année décisive pour toute l'agriculture réunionnaise. C'est en effet d'ici le début de la coupe que doit être fixé le prix de la canne. La CGPER veut que la « Convention canne » aille au-delà de 2017, date de la fin des quotas, et donc demande qu'elle dure au moins 5 ans.



Des milliers d'emplois en danger.

Hier à la Plaine des Cafres, près de 200 agriculteurs ont participé à une conférence de presse de la CGPER. À l'ordre du jour : bilan 2014 et perspectives 2015.

La visite du président de la République accompagné du ministre de l'Agriculture et de la ministre des Outre-mer montrent que le gouvernement commence à comprendre que la filière canne est incontournable, estime Jean-Yves Minatchy. Cette filière est le pivot d'une agriculture forte de 23.000 emplois.

Autrement dit, si la filière canne s'écroule, rien ne peut la remplacer. «La canne est incontournable pour l'économie réunionnaise, d'autant plus qu'il n'y a plus les grands travaux», ajoute le président de la CGPER.

C'est pourquoi l'année qui s'annonce est décisive. Dans les mois qui viennent, planteurs, usinier et État devront s'entendre sur une nouvelle Convention canne qui fixera le prix de la canne à sucre vendue par le planteur à l'usinier. En 2017, c'est la fin du quota sucrier et donc de l'assurance pour l'usinier d'écouler en Europe tout le sucre

produit à La Réunion.

Cette échéance ne doit pas être celle de la fin de la Convention canne qui sera signée cette année. La CGPER ne veut pas de «Convention canne au rabais», ce sera «5 ans minimum» donc au moins jusqu'en 2020.

38 millions d'euros

Jean-Yves Minatchy déclare que «l'État doit faire son travail pour la compensation intégrale. Il manque encore 38 millions d'euros». Le président de la CGPER met cette revendication en rapport avec celle des professionnels du BTP : «ils demandent 600 millions d'euros, nous c'est 38 millions».

Pour le syndicat, les 38 millions ne doivent pas dépendre du résultat d'une étude du gouvernement. La CGPER dit que quand l'État soutient le BTP, il ne fait pas d'étude préalable, les agriculteurs doivent donc bénéficier du même traitement. Parmi les pistes pour augmenter les revenus des planteurs, la CGPER re-

garde du côté de la recette bagasse. Elle constate que le prix de rachat du kilowattheure issu de ce produit de la canne est inférieur à celui du fioul. Or, le fioul est plus polluant. Le syndicat demande donc que la bagasse soit valorisée au même prix que le fioul. Cela permettra de faire passer la recette bagasse de 11 à 17 euros la tonne.

Cette année, la CGPER sera donc vigilante. «Tout va dépendre de la façon dont le gouvernement tiendra ses promesses», dit Jean-Yves Minatchy.

L'impact de la sécheresse

Concernant le bilan 2014, la CGPER a d'abord retenu la sécheresse qui a lourdement pénalisé de nombreux paysans. Elle a fait part des démarches entreprises avec succès pour élargir le périmètre de l'état de catastrophe naturelle.

2014 a été aussi marquée par l'affaire de la SICALAIT qui a remis en lumière les difficultés des éleveurs. Ils ne sont plus que 74 éleveurs laitiers, dont 48 en grandes difficultés. L'an passé, la CGPER a aussi mobilisé pour que les producteurs fruitiers puissent avoir suffisamment de place dans les avions pour exporter leur production. Jean-Yves Minatchy met aussi en garde contre la concurrence venue de Madagascar et, c'est nouveau, de Maurice.

En conclusion, la CGPER insiste sur un point : l'année 2015 sera décisive pour l'agriculture réunionnaise.

M.M.

Edito

BTP et canne à sucre : économie réunionnaise en danger

Vendredi dernier, la rencontre des professionnels du BTP avec les élus a montré que la crise est loin d'être finie à La Réunion. Depuis l'arrêt du chantier de la rocade Sud au Tampon en 2007, le secteur du BTP a perdu plus de 10.000 emplois. Si rien ne change, tout va s'accélérer cette année, avec 3.000 emplois menacés. Pour 2016 et 2017, les perspectives ne sont pas fameuses à en croire les architectes. D'ici 2 ans, le BTP pourrait bien être ruiné, qui pourra alors construire ce dont nous aurons besoin à La Réunion ? Faudra-t-il faire venir les travailleurs ?

2017 est une autre échéance pour un secteur économique stratégique : la canne à sucre. C'est en effet à cette date que le quota sucrier sera supprimé. La Réunion n'aura donc plus la certitude de vendre tout son sucre en Europe. Il faudra alors affronter la concurrence des producteurs de sucre de betterave, du sucre de Maurice, de l'Amérique latine. Maurice a déjà pris les devants. Deux signatures avec le français Cristal Union et le britannique British Sugar permettront à nos voisins de vendre 230.000 tonnes de sucre par an en Europe dès l'an prochain et après 2017.

Pour ces deux secteurs, c'est l'urgence déclarée. Et la revendication, c'est une intervention massive des pouvoirs publics. Le BTP demande 600 millions d'euros pour compenser la chute du chiffre d'affaires

depuis 10 ans. La filière canne demande 38 millions d'euros par an à partir de 2017 pour compenser le coût de production plus élevé du sucre réunionnais.

Si ces deux secteurs s'écroulent, alors La Réunion ne produira plus que des services et le nombre de chômeurs sera supérieur à celui des travailleurs en emploi. Quel pays peut fonctionner dans ces conditions ?

L'urgence est déclarée, l'appel au rassemblement est lancé. Le défi est en effet tellement grand que ce n'est pas un parti ou un syndicat qui peut être le sauveur.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Élections départementales

Michèle Caniguy et Maurice Gironcel présentent leurs remplaçants

«Ce samedi 31 Janvier 2015, à la permanence de Quartier-Français, Madame Michèle Caniguy et Monsieur Maurice Gironcel - candidats aux élections départementales du 22 mars 2015- ont présenté leurs remplaçants respectifs à toute leur équipe de militants.

Il s'agit de Madame Vivianne Soune Seyne, retraitée de l'Education Nationale et militante de gauche, et Monsieur René Sotaca, Chef de Service à la CISE et militant de longue date du PCR.

Une présentation officielle des titulaires, de leurs remplaçants ainsi

que de leur programme se fera lors d'une prochaine conférence de presse»

Di sak na pour di

Toujours la même rengaine !

J'ai été agréablement surpris de lire récemment sur Imaz Press Réunion qu'il y aurait bientôt au Port « un lycée de la mer ». Profitant du passage de la Ministre des Outre-mer, George Pau-Langevin, le maire du Port a en effet évoqué ce projet. Tiens, me suis-je dit, pour une fois, on n'a pas droit au sempiternel refrain « Le Port est en ruines » victime de « 43 ans d'inertie ». Sauf que cette idée présentée comme neuve était en fait partie intégrante du Pôle mer inclus dans le projet « Ville et port, la ville est port » mis en chantier depuis plusieurs années. Il s'agissait à la fois de créer un lycée (en remplacement de l'actuelle école d'apprentissage maritime) pour former des jeunes Réunionnais aux divers métiers de la mer. En plus de l'enseignement, ce Pôle devait inclure la recherche de haut niveau pour exploiter toutes les ressources et les potentialités qu'offre la mer.

Bien évidemment, Olivier Hoarau, qui – faut-il le rappeler ?- était sur ma liste en 2008, ne s'en souvient pas ou plutôt ne veut pas qu'on s'en souvienne. Et curieusement sa première adjointe, Paulette Lacpatia, qui a travaillé avec les équipes précédentes pendant 31 ans, ne cherche pas non plus à rafraîchir la mémoire de son maire. Aussi celui-ci proclame-t-il « Nous allons mettre en place, développer et construire un lycée de la mer » et il ajoute « nos discussions sont déjà entamées avec la Région ». Pour sûr que les discussions sont déjà entamées, mais sous la mandature précédente ! Et qui sont ces « nous » ? A qui renvoient ces « nos » ? Un maire ne peut pas dire « nous allons construire un lycée ». Cela est

de la compétence du Conseil régional. Qui plus est, le terrain sur lequel ce lycée pourrait s'élever est un terrain appartenant à l'Etat. Or, après 2011, mon équipe a pu reprendre les discussions avec la nouvelle direction régionale de Didier Robert et également le Grand Port Maritime de La Réunion (établissement gérant aujourd'hui le port de commerce), pour faire avancer ce dossier important.

Autrement dit, Olivier Hoarau se présente comme l'initiateur d'un projet conçu par d'autres, il s'en approprie le mérite et il n'est sans doute pas anodin que cet accaparement soit mis en scène devant une ministre en visite. La Rochefoucauld avait noté que l'hypocrisie était l'hommage rendu par le vice à la vertu. Comment appeler cette mainmise sur des projets dont on cache l'origine ?

Une semaine plus tard, on retrouve une autre facette des discours tenus par Olivier Hoarau depuis quasiment 10 mois. Pour essayer de faire passer sa politique, il utilise toujours le même mécanisme : critiquer jusqu'à la caricature l'action des mandatures précédentes. Ainsi, à la veille de la rentrée scolaire, exposant sa mise en place des activités périscolaires, il ne peut s'empêcher d'évoquer « un héritage accablant » concernant les écoles (JIR, 28/01/15). Cela devient un tic de langage, un acharnement qui relève de l'obsession, une posture qui verse dans le ridicule.

Au-delà de la forme, qui n'est pas anodine, venons-en au fond. La ville du Port compte 29 écoles maternelles et primaires réparties sur tout le territoire communal. Ce pa-

trimoine bâti hors foncier a une valeur de plus de 70 millions d'euros. Au cours de la précédente mandature, pas moins de 4,7 millions d'euros ont été affectés à l'entretien et à la rénovation des écoles. Ce que le maire actuel annonce pour la durée de son mandat est de 4 millions d'euros. Où est le grand changement proclamé ?

Au cours du dernier mandat, la cuisine centrale a également été réhabilitée et elle a obtenu l'agrément des services vétérinaires, gage de qualité en matière de restauration collective. Sans être exhaustif, ajoutons que toutes les écoles élémentaires ont été équipées de salles informatiques, que le parc photocopieur a été renouvelé et que le mobilier scolaire ancien a été remplacé. Pour l'acquisition de livres et de matériels pédagogiques en particulier, 280 000 euros étaient versés annuellement à la Caisse des écoles, ce que font peu de communes de La Réunion. On pourrait encore évoquer le Projet éducatif global initié par la Ville dans le cadre d'un fort partenariat avec l'Education nationale.

« Héritage accablant » ou dénigrement systématique ? Olivier Hoarau devrait se faire une raison : il n'est pas le premier maire du Port à considérer que l'éducation est primordiale. Il veut faire croire : « avant moi, tout est à jeter, avec moi tout ira mieux », autrement dit il veut réécrire l'Histoire. Quelle prétention !

Jean-Yves Langenier

Élections départementales au Port

Pierre Vergès ne sera pas candidat

Conseiller général du Port et vice-président de cette assemblée, Pierre Vergès ne sera pas candidat aux élections départementales. Voici le communiqué qu'il a diffusé hier.

Mon mandat de conseiller général s'achève en mars 2015. Durant les quatre années écoulées, en tant que vice-président, j'ai assumé les responsabilités de délégué aux transports, à l'agriculture, et récemment, du fait de la disparition de mon collègue Roland Robert, à la coopération régionale.

Je voudrais remercier la Présidente Nassimah Dindar de sa confiance.

Je voudrais également remercier mes collègues, toutes tendances confondues. En effet, leurs prises de position me sont apparues constructives sur les dossiers que j'ai traités.

Les objectifs fixés n'auraient jamais pu être atteints sans le concours des partenaires du Département, et surtout des cadres et agents des services concernés du Conseil général.

Beaucoup reste à faire, dans un contexte budgétaire difficile et une

situation économique et sociale dégradée.

Je suis de plus en plus convaincu que les défis imposés ne seront relevés que si chaque citoyen se responsabilise. Car le délitement social apparaît de plus en plus dans des actes d'incivilité, de remises en cause de valeurs fondamentales, où le respect de l'autre est souvent mis à mal.

Cette responsabilisation doit se décliner dans de nombreux domaines : environnement, déplacements, éducation, santé, pour ne citer que ceux-ci. Une pédagogie citoyenne est indispensable pour maintenir la cohésion sociale dans une société réunionnaise en perpétuelle mutation, pour consolider et élargir les espaces de solidarité, pour mieux affronter une compétition économique dans un espace mondialisé.

Cela exige lorsqu'on est élu du courage politique, afin de ne pas soutenir une chose et son contraire, au

nom d'intérêts partisans.

Plus que jamais, il faut être à l'écoute des forces vives qui s'impliquent, dans un cadre associatif ou économique. Parce qu'un mandat n'est pas le seul moyen pour travailler pour le bien commun.

Aujourd'hui, je souhaite faire une pause au plan électif.

Je voudrais remercier celles et ceux qui m'ont encouragé à me présenter aux élections départementales de mars sur le canton du Port. Je tiens cependant à leur faire savoir que je ne serai pas candidat à cette élection.

Cela ne fait pas de moi quelqu'un en retraite politiquement.

Le 1er février 2015

Pierre Vergès

Di sak na pou di

Quand Olivier Hoarau vient "dire bonjour aux mamans"...

La rentrée scolaire au Port a été suivie de près par le "Quotidien", en se plaçant comme il le fait avec constance dans le sillage du nouveau maire. Positionné de cette façon, il ne pouvait que faire remarquer à ses lecteurs le caractère électoraliste évident des prestations d'Olivier Hoarau.

Sous le titre "Le maire fait sa rentrée" (Le Quotidien du 30 janvier 2015), le journaliste dépêché sur l'école Laurent Vergès à la Rivière des Galets n'a pas manqué de noter, avec une certaine ironie, les motifs divers et variés de la présence du maire: "Pour marquer son attachement à l'éducation, mais aussi en campagne électorale avec ses adjoints candidats".

Philippe Nanpon a des yeux pour voir et il écrit honnêtement ce qu'il observe: "Le maire du Port, campagne électorale oblige, est venu accueillir les enfants et saluer les mamans en cette rentrée scolaire". Il précise: "Paulette Lacpatia et Sergio Erapa, candidats de l'équipe municipale aux prochaines élections départementales, sont aussi de la partie".

Le journaliste a aussi des oreilles pour entendre et il retranscrit fidèlement ce qu'Olivier Hoarau glisse, en bon metteur en scène, à son daron candidat Sergio Erapa: "Sergio, mets-toi là pour dire bonjour aux mamans"! C'est du plus haut effet comique, et déjà un 'ti nom gâté' circule dans Le Port: "Monsieur Sergio Métoila"...

Mais au-delà de l'anecdote, il y a quelque chose qui ne fait rire personne. C'est le manque de respect envers le monde scolaire qu'affiche le maire du Port, en faisant irruption dans une école, flanqué de ses candidats. C'est la tentative de manipulation des parents. Cela ne passe pas. Cela n'est pas correct de mélanger rentrée scolaire et... rentrée électorale.

Marius Roux

Mobilisation contre l'austérité en Espagne

Podemos fait marcher 100.000 personnes

Gonflé à bloc par la victoire du parti anti-austérité Syriza en Grèce, le parti anti libéral, Podemos (Nous pouvons), a réussi son pari de réunir des milliers de personnes dans les rues de Madrid, samedi 31 janvier.



Vue de la salle au moment du débat.

Près de 100.000 personnes ont crié « Oui, c'est possible ! » pour un changement en Espagne. Le petit parti espagnol a montré sa force en réussissant sa « Marche pour le changement », rassemblant 300.000 participants selon Podemos, 100.000 pour la police. En dépit de cette bataille des chiffres, « le vent du changement a commencé à souffler sur l'Europe », a déclaré Pablo Iglesias, le leader du parti, devant une foule dense réunie place de la Puerta del Sol dans le centre de Madrid.

Ligne politique entendue

Après un défilé parti de la place Cibeles, la foule s'est retrouvée à la place de la Puerta del Sol, où le leader de Podemos, Pablo Iglesias, a dénoncé la haute finance, l'austérité et la corruption. Ce dernier a accusé l'"establishment" d'être corrompue, pour son équipe la "caste" dirigeante a laissé le peuple dans une situation « d'humiliation et d'appauvrissement ». Plusieurs discours contre les "privilegiés" se sont succédé samedi 31

janvier. « Les privilégiés ont rompu le pacte de coexistence », a lancé Inigo Errejon, 31 ans, le numéro deux de Podemos. « Nous sommes venus célébrer le fait qu'en 2015, le peuple va récupérer la souveraineté ! », a-t-il assuré.

Cette marche rappelle celle du 15 mai 2011, jour de la création du « mouvement des indignés » contre l'austérité qui a marqué l'Histoire de l'Espagne pendant trois ans. Dès l'annonce de cette marche, Podemos souhaité faire de ce rassemblement une démonstration de forces à quelques mois des élections municipales et régionales en mai et des élections législatives en novembre.

Le parti a créé la surprise en mai 2014, cinq mois après sa création, en obtenant 1,2 million de voix, et cinq députés européens. Depuis, Podemos grimpe dans les sondages, dépassant le Parti socialiste et même les conservateurs du Parti populaire au pouvoir. Sa ligne politique est quasi identique à celle de Syriza. Tous deux luttent contre la politique d'austérité imposée par la troïka, mais également la corruption qui touche toutes les strates de la société.

Besoin de changement

« Le problème c'est un modèle de pays qui fait travailler l'Etat contre la société », et la « minorité (qui) engraisait ses comptes bancaires pendant que la majorité voyait les siens fondre », a expliqué Pablo Iglesias, ajoutant que « Ca c'est la corruption ». Pour Blanca Salazar, une aide gériatrique de 53 ans, au chômage depuis trois ans, interrogée par l'Agence France Presse, « je crois que le changement tant attendu, depuis si longtemps, va enfin se produire ».

« Nous voulons changer les choses en partant de la base. J'espère que Podemos pourra changer le système », a expliqué à l'AFP, Juan Francisco Pacheco, 47 ans, au chômage depuis deux ans. Pour Sergio Dominguez, 33 ans, mécanicien dans l'aéronautique, au chômage depuis trois ans. « cette marche doit enlever la peur aux gens. Syriza a ouvert le chemin ». « Ce n'est pas une manifestation, c'est une fête », a assuré de son côté un des dirigeants du parti, Inigo Errejon.

Cette volonté de changement se fait ressentir depuis plusieurs années chez les Espagnols, qui grèvent régulièrement dans le pays depuis 2010. Année durant laquelle, une grève générale a été lancée par les deux principaux syndicats, quelques mois après l'arrivée au pouvoir du socialiste José Luis Zapatero, qui a engagé une refonte totale du marché du travail pour réduire le déficit budgétaire.

La marche de samedi signifie pour Podemos « la fin à l'empire de la finance internationale qui oublie l'humain et poser la question d'une restructuration de la dette », d'après le quotidien Libération. Pour Jean-Luc Mélenchon, dirigeant du Parti de gauche en France et allié de Podemos et Syriza, « ce qui s'est passé en Grèce est historique. Tout le monde sait que la suivante, c'est l'Espagne », a-t-il assuré au quotidien en ligne Público.

Céline Tabou

Yanis Varoufakis en tournée

La Grèce commence à négocier avec les autres pays de l'UE

Le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, a assuré dans un entretien à l'hebdomadaire *To Vima* que le programme d'austérité mené dans son pays est « très mauvais pour toute l'Europe ».



VL Le nouveau gouvernement grec a ouvert les discussions avec les autres membres de l'UE.

Le nouveau ministre grec des Finances a entamé sa tournée européenne ce 31 janvier, il a débuté par Paris, où il a rencontré son homologue Michel Sapin et le ministre de l'Economie Emmanuel Macron. Sa tournée en Europe devrait être mouvementée, particulièrement après la rencontre entre le ministre grec et le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, vendredi. En effet, Yanis Varoufakis a prévenu son invité qu'il refusait de dialoguer avec la troïka (FMI, BCE, Commission européenne).

Un front contre la troïka

Souvent dénoncé par des représentants européens, la troïka est désormais l'adversaire du nouveau gouvernement grec. Le ministre des Finances a assuré que « la Grèce veut bien dialoguer, mais pas avec le comité branlant de la troïka ». Face à cette position, le ministre néerlandais des Finances, Jeroen Dijsselbloem, a averti qu'« ignorer les accords n'est pas le bon chemin à prendre ».

A la suite de cet échange, ce dernier s'est entretenu avec l'entourage de François Hollande et d'Angela Merkel, afin de trouver une ligne commune pour

convaincre le gouvernement grec, de rembourser sa dette. Malgré cela, le ministre grec a assuré à l'hebdomadaire *To Vima* que le programme d'austérité mené jusqu'ici dans son pays « n'est pas bon pour la Grèce », et est « très mauvais pour toute l'Europe ». Yanis Varoufakis a ajouté que « n'oublions pas que tout ceci n'est pas qu'une crise grecque. Nous avons l'Italie dont la dette n'est pas viable, la France qui sent le souffle de la déflation sur sa nuque, même l'Allemagne est entrée en déflation ».

Effacer la dette

Yanis Varoufakis devrait tenir le même discours aux représentants qu'il va rencontrer à Londres et Rome, mais pas à Berlin. Après des déclarations offensives, le ministre des Finances tente de tempérer ses propos, en assurant qu'il y a « une chose que l'Europe a su faire ces dernières décennies, c'est de produire des éléments de langage satisfaisants pour tous. Nous pouvons très facilement trouver une nouvelle fois une formulation qui leur permet autant qu'à nous de sauver la face ».

Les déclarations successives du

gouvernement grec crispent les créanciers. Angela Merkel a d'ailleurs annoncé que « nous, c'est-à-dire l'Allemagne et les autres partenaires européens, nous attendons de voir avec quel concept le nouveau gouvernement grec vient vers nous ». Le nouveau pouvoir à Athènes a annoncé qu'il voulait effacer une partie de la lourde dette publique du pays, et remettre à plat les accords passés avec ceux qui la détiennent (FMI, Banque centrale européenne, Etats européens). Cependant, ces accords fixent à Athènes des objectifs très contraignants, en échange d'une aide globale de 240 milliards d'euros et de mesures de clémence financière prises à partir de 2010. Depuis sa création, Syriza dénonce ces contraintes qui obligent le pays à de dégager chaque année un excédent budgétaire conséquent, et à contracter fortement sa dette, calculée en pourcentage du Produit intérieur brut, d'ici 2020. Le nouveau ministre grec va tenter d'expliquer la nouvelle politique économique de la Grèce, qui remet en question l'ensemble des accords signés avec ces bailleurs.

Céline Tabou

Oté

La pa zélu konmsa I fo anou !

La Rényon nan sèt dépité, nana kat sénatèr, nana ankor in dépit éropéin. Si nou lé pa roprézanté, nou sar pi roprézanté ditou. Mi vé pa dir tourt la bann i fé pa arien, mé mi trouv nana in bonpé i travay pa pou la valèr... Moin na souvnans madam Silaos la, sak la dépoz in projé d'loi pou vanj kont l'alkolism fétal : sa té in bon loi sa ! Mi souvien Paul Vergès épi l'ONERC : si sa la pa in bon konba ébin, koup mon bra i singn pa. Mé d'ot, kosa zot la fé mondyé ségnèr ?

La pa bann konba i mank pou améné La Rényon. An kontrèr nana ziska tro ! Konba po u la santé d'moun, konba pou lèv bann frin dsi nout l'ékonomi, konba pou ké nout lékol sé vréman in lékol libératris é in n'afèr pou bien form bann kréol. Nana pou fèr dann lojman, nana pou fèr dann transpor, nana pou fèr dsi kann, dannl'agrikiltir an zénéral, nana pou fèr pou libèr nout fors travay é pou détak tout bann lanspèk. Talèr i fo in diksyonèr mil paj pou dir sak na pou fèr.

Alor siouplé, shakinn pran inn-dé projé, amenn demoun avèk zot, épi batay dési pandan zot manda. Lo pèp rényoné sar rokonésans, mé la li sré rokonésan pou koué ? Pars zot la sjhanj lé shoz ? O ki d'babouk. Zot la ans-èrv de nou, pou ansèrv azot é in pé pou gonf zot pla. La pa zélu konms i fo anou !

Justin

In kozman pou la rout : « Bon manjé i fé dann vyé marmite ! »

Kosa sa i vé dir ? Sans prop in kizinyèz la viéyi èk son zoutiy donk li la pa pou tronpé ; li travay a la routine é son n'afèr i tonm dos. An zénéral, sa i vé dir i f opa zète bann métod lontan, bann manyèr fé nout bann zansète, épi bann gramoun sak i an souvien sak té i fé lontan. A kontrosans : i f opa krash dsi la modèrnité non pli, i f opa krash dsi bann nouvo métod. L'onm na la kapasité pou amélyor ali...; Moin lé sir sa i di azot kékshoz ! Fé travay zot koko ! Fé bouy zot matyèr griz, é moin lé sir ké rant rant, ni pé tonm dakor rantre nou.